



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 893 du 25 MAI 2023

portant transfert d'une autorisation d'exploiter
un centre de tri/transfert de déchets non dangereux
à la société VALBARA

située au 1 rue Colbert
sur la commune de LONGVIC

Le Préfet de la Côte-d'Or

VISAS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-15, L. 181-17, L. 511-1, R. 181-45, R. 181-50 et R. 516-1 et suivants ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 août 1995 autorisant la société SODIREC à exploiter un centre de tri/transfert de déchets non dangereux situé 1 rue Colbert – Zone Industrielle 21600 Longvic ;
- Vu** la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société ONYX-EST en date du 23 novembre 2001 ;

Vu la demande relative au changement d'exploitant du 11 janvier 2023 déposée par la société VALBARA pour la reprise des installations de ONYX-EST autorisées et réglementées par les actes susvisés ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 01 mars 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 14 avril 2023 ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le changement d'exploitant d'une installation classée dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières est soumis à autorisation préfectorale ;

CONSIDÉRANT que la société VALBARA résulte d'une opération de restructuration interne et dispose des apports des sociétés ONYX-EST et VALEST ;

CONSIDÉRANT que la société VALBARA dispose des capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter le centre de tri/transfert de déchets non dangereux de Longvic et de remettre le site en état à la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la demande de changement d'exploitant au profit de la société VALBARA est instruite dans les formes prévues par l'article R 516-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale n'est pas requis ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter le centre de tri/transfert de déchets non dangereux situé au 1 rue Colbert sur la commune de Longvic de la société ONYX-EST est transférée à la société VALBARA (SIREN : 804 840 742) dont le siège social est situé 2-4 avenue des Canuts à Vaux-en-Velin (69120), ci-après désignée nouvel exploitant.

ARTICLE 2 : DROITS ET OBLIGATIONS DU NOUVEL EXPLOITANT

L'intégralité des droits et des obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, tels qu'ils sont définis par les arrêtés préfectoraux susvisés, sont applicables au nouvel exploitant.

ARTICLE 3 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le nouvel exploitant adresse à la préfecture de la Côte d'Or, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le document qui justifie de la constitution des garanties financières.

ARTICLE 4 : ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières défini à l'article 2. de l'arrêté préfectoral n° 528 du 22 juillet 2014, actualisé au prorata de la variation de l'indice publié TP 01, s'élève à 132 193 € (cent trente deux mille cent quatre-vingt treize euros) TTC.

ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à DIJON (21000) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ

En application des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LONGVIC et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de LONGVIC pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Côte-d'Or ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le maire de LONGVIC et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui est notifié à la société VALBARA. Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté (Unité départementale de la Côte d'Or) ;
- au maire de LONGVIC.

LE PRÉFET
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire Général

SIGNE
Frédéric CARRE